



25039-1 RM



Agence de l'eau
Seine-Normandie

MINISTÈRE DE
L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE
ET DE L'ENVIRONNEMENT

DIRECTION DES ETUDES ECONOMIQUES ET DE
L'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE



ifen

RAPPORT

à la

COMMISSION

DES COMPTES ET DE L'ECONOMIE

DE L'ENVIRONNEMENT

Données économiques de l'environnement

Tome I Rapport général

janvier 2002

Sommaire

TOME 1 RAPPORT GENERAL

Introduction : les comptes de l'environnement	7
Bref rappel historique.....	7
Perspectives à moyen terme : la rénovation des principaux comptes de dépense.....	11
L'ECONOMIE DE L'ENVIRONNEMENT EN 2000 : SYNTHESE GENERALE	19
La dépense nationale. les éco-activités et l'emploi	22
Le tableau de bord de l'environnement en France	33
Les Cléments de contexte de la politique environnementale.....	47
LA DEPENSE LIEE A L'ENVIRONNEMENT	53
Evolutions générales	57
Répartition de la dépense par agent responsable	57
Répartition par agent financeur	62
Répartition par domaine	64
Les dépenses de protection de l'environnement	71
La gestion des eaux usées	71
La gestion des déchets	86
La gestion des déchets radioactifs : premieres estimations	103
La protection de l'air	109
La lutte contre le bruit	115
La protection de la biodiversité et des paysages	121
Les autres domaines de protection de l'environnement	125
Les autres dépenses liées à l'environnement	128
La mobilisation de la ressource en eau	128
La récupération	138
Dépense des administrations publiques pour l'amélioration du cadre de vie	149
LES ECO ACTIVITES	150
Aperçu global de la situation des principales éco-activités	151
Les éco-activités, domaine par domaine.....	159
Les marchés internationaux des éco-activités françaises.....	171
L'EMPLOI	181
Evaluation générale	182
Analyse détaillée	189

TOME 2 DOSSIER EMPLOI

TOME 3 DOSSIER FORETS

Avertissement

Le présent rapport porte sur les comptes de l'année 2000. Il présente, outre les données provisoires pour 2000, la révision des évaluations antérieures. Comme chaque année les évaluations provisoires sont en effet remplacées par des données définitives. Au niveau global (évolution de la dépense totale) ces différentes révisions confirment l'appréciation portée dans le rapport précédent sur l'année 1999, à savoir la reprise des investissements des administrations publiques. Ceux-ci sont en effet révisés à la hausse: selon les données provisoires, ces dépenses augmentaient de 3,2% entre 1998 et 1999. Selon les données définitives, elles augmentent de 6,2%.

La structure du rapport est identique à celle du rapport de l'année précédente.

Une première partie propose une synthèse de l'évolution de l'économie de l'environnement et de la dépense. Le rappel des grandes orientations de l'action gouvernementale, des principaux indicateurs de la situation de l'environnement et des faits marquants de l'année écoulée fournit le cadre pour mettre ces évolutions en perspective.

La deuxième partie est consacrée à la présentation des évolutions détaillées de la dépense par domaine. Les comptes de dépense portent sur les huit domaines de la protection de l'environnement et trois domaines annexes. La présentation des comptes est complétée par celle de l'évolution des éco-activités, des développements spécifiques étant consacrés aux aspects internationaux (exportations et investissements). L'évolution de l'emploi environnemental est ensuite présentée. Elle est complétée, cette année, par un dossier thématique sur le sujet.

Un deuxième dossier thématique est consacré à la forêt.

Bien que la structure du rapport ait été maintenue constante, cette édition amorce une inflexion sensible du contenu. L'orientation retenue consiste à améliorer le lien entre les éléments monétaires et comptables et les données physiques. Cette orientation avait déjà été à l'origine de l'intégration dans les rapports des deux dernières années d'éléments de tableau de bord de l'environnement en France. Elle est concrétisée cette année par l'ajout dans les chapitres dédiés aux différents domaines de séries statistiques portant sur quelques-unes des données physiques disponibles. En outre un éclairage particulier est apporté sur certains points spécifiques afin d'enrichir l'articulation entre les données comptables et les politiques suivies, soit au niveau global soit à celui de tel ou tel organisme spécialisé. Cette évolution est étroitement liée à la rénovation des comptes dans les domaines de l'eau et des déchets, qui fait l'objet d'une présentation détaillée.

Les résultats présentés dans ce rapport ont été arrêtés à la date du 30 novembre 2001; ils n'intègrent pas les données devenues disponibles depuis cette date. S'agissant de la dépense, les données 2000 doivent être considérées comme provisoires. Les résultats de certaines des enquêtes statistiques essentielles pour déterminer le niveau de la dépense n'étant pas disponibles à la date de l'établissement des comptes, certaines composantes sont évaluées en évolution, en s'appuyant sur les données disponibles. Cet exercice est pénalisé cette année par l'absence de rapport du Comité de conjoncture des activités éco-industrielles.

Les données monétaires sont exprimées en euros. Les valeurs en euros ont été calculées en divisant les valeurs en francs courants par le taux de l'euro par rapport au franc (un euro = 6.55957 francs).